

Le projet de loi fédérale sur la protection de l'environnement = Der Bundesgesetzentwurf über den Umweltschutz

Autor(en): **Tschumi, Alain G.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Das Werk : Architektur und Kunst = L'oeuvre : architecture et art**

Band (Jahr): **61 (1974)**

Heft 5: **Umweltschutz - Raumplanung = Protection de l'environnement - aménagement du territoire**

PDF erstellt am: **25.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-87731>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le projet de loi fédérale sur la protection de l'environnement

Présenté et commenté par Alain G. Tschumi

J'ai parlé, dans l'entretien avec Diego Peverelli, de la manière dont avait été nommée la commission d'experts, de ses travaux, qui s'étendirent sur toute l'année 1973, des difficultés qui se présentèrent, de la procédure de consultation qui s'engage actuellement. Il faut maintenant parler du contenu de la loi elle-même. Son but est défini à l'art. 1 :

« La loi a pour but de protéger l'homme dans son espace vital du paysage et de la ville ainsi que son environnement naturel contre les atteintes nuisibles et gênantes, avant tout l'eau, l'air, le sol ainsi que les écosystèmes des plantes et des animaux et leurs conditions de vie. »

Ce texte a donné lieu à de nombreuses discussions, opposant, dans la commission d'experts, ceux qui voulaient réduire la loi à une protection de l'homme contre les émissions, les immissions et le bruit et ceux qui, comme moi, voulaient donner au mot environnement son sens le plus large. Les mots «... dans son espace vital du paysage et de la ville» ... ont été ajoutés sur notre proposition.

Dans le premier chapitre (titres 1-5) sont concentrés tous les articles généraux valables pour les chapitres particuliers suivants. Le deuxième chapitre traite :

au titre 6 de la protection de l'air

au titre 7 de la protection contre le bruit et les vibrations

au titre 8 de la protection du sol et des autres bases vitales

au titre 9 du traitement des déchets

au titre 10 de la protection de l'environnement construit.

Le 3e chapitre traite aux titres 11 et 12 de l'organisation et de l'application de la loi ;

le 4e chapitre traite aux titres 13-15 de la protection juridique et des ordonnances de condamnation, transitoires et finales. Il est évident que c'est le dixième chapitre qui nous intéresse le plus ici : « La protection de l'environnement construit ».

Ce chapitre a été fort controversé. Les opposants se recrutaient parmi ceux qui,

— par conviction, étaient opposés aux buts poursuivis par la FAS, préférant que nulle intervention étatique ne vienne troubler le « libre » jeu de la construction en Suisse ;

— par principe étaient acquis aux idées de la FAS mais étaient convaincus que la loi sur la protection de l'environnement était constitutionnellement incompatible avec l'inclusion d'un tel chapitre, qui traite de l'environnement construit alors que, d'après eux, il ne fallait s'occuper que de l'environnement naturel ; ces derniers craignaient également que ce chapitre

ne représente une sorte de droit fédéral caché de la construction constitutionnellement incompatible avec le fait que la construction en Suisse est du domaine exclusif des cantons et des communes. Les défenseurs de ce chapitre 10 pensaient justement que la loi sur la protection de l'environnement a pour but de protéger l'homme dans son espace vital réel, c'est-à-dire là où il vit, dans l'espace du paysage et de la ville. La loi ne protège ici ni le paysage en soi, ni l'espace construit en soi, mais l'homme contre les atteintes nuisibles, tant physiques que psychiques, qui lui sont causées dans son milieu vital par un environnement construit de mauvaise qualité.

L'art. 74 traite des principes matériels que

1 « La Confédération est autorisée à promulguer la conformation de l'espace habité ainsi que l'intégration d'équipements et de bâtiments dans l'environnement construit et le paysage, afin d'éviter des atteintes nuisibles pour la santé de l'homme, tant physique que psychique. »

2 « La Confédération confie des mandats de recherche pour l'établissement des bases nécessaires à la promulgation de ces principes matériels. »

3 « Les cantons promulguent les règlements d'application nécessaires. »

Nous savons si peu sur les relations entre l'homme et la communauté d'une part, la maison, le quartier et la ville d'autre part. Pourquoi nous sentons-nous ici à l'aise, et pas là ? S'agit-il d'un problème purement esthétique ? Ou d'un problème socio-économique ?

Ou bien : les maisons hautes sont-elles davantage responsables de la destruction de l'environnement que les maisons plus basses ? Si oui, pourquoi ? Parce qu'elles sont hautes ? Parce qu'elles sont mal placées ? Parce qu'elles ont été mal conçues ?

Il y a tant de questions non résolues, dont les bases mêmes n'existent pas encore. N'est-il pas temps que nos écoles polytechniques, nos universités, nos instituts de recherche se penchent sur ces problèmes et essayent de formuler les bases matérielles qui nous manquent aujourd'hui ? Combien de millions dépensons-nous pour des recherches à but purement matériel, technique ou commercial, quelle énergie investissons-nous dans des efforts d'organisation et de rationalisation ? Nous sommes capables d'aller sur la lune et d'en revenir et nous ne savons pas encore créer un environnement construit convenable et digne d'une vie humaine qui mérite d'être vécue. Il est bien clair que nous ne pourrions jamais

mettre au point des recettes sûres et infaillibles, et que l'on ne pourra jamais trouver le moyen scientifique de créer à tout coup une bonne architecture. Mais l'on peut certainement en savoir davantage sur ce sujet et je me permets de donner à tous les pessimistes l'exemple des découvertes immenses faites par Freud et Jung dans le domaine de l'inconscient, découvertes que tous jugeaient auparavant impossibles et relevant du domaine de l'illusion et de la chimère.

Peut-être ces recherches donneront-elles aussi aux architectes et aux aménagistes le courage qui leur a manqué jusqu'à aujourd'hui pour se sentir plus responsables que quiconque de leurs travaux.

L'art. 75 traite du devoir des cantons, qui sont tenus de veiller à ce que

1 « Lors de l'aménagement de l'espace habité ainsi que lors de l'intégration d'équipements et de bâtiments dans un environnement bâti ou dans le paysage, les autorités cantonales compétentes doivent s'assurer que le bien-être de l'homme ne soit pas perturbé et que toute autre atteinte au sens de l'art. 2 de la loi soit évitée. »

2 « Les autorités cantonales compétentes doivent établir des plans des volumes et des espaces ainsi que des prescriptions spéciales complémentaires en matière de police des constructions. Les plans seront tels que les rapports entre les équipements et constructions prévus et ceux qui existent déjà d'une part, ainsi qu'entre ceux-ci et le paysage d'autre part, soient représentés de telle manière que des atteintes nuisibles éventuelles sur l'homme puissent être reconnues à temps. »

3 « Lorsque d'emblée, des équipements ou constructions existants nuisent au bien-être humain d'une manière importante ou rendent difficile sa vie communautaire d'une façon insupportable, les autorités cantonales compétentes dresseront des plans d'assainissement à la mesure de l'urgence. »

Cet article essaie de prescrire un moyen pratique capable de faire en sorte que les zones habitées futures ne soient plus ni chaotiques ni monotones, mais deviennent dignes d'une vie humaine. Comment y arriver ? Si nous tournons nos regards vers le passé, on peut constater que chaque époque jusqu'en 1900 a réussi à bâtir de manière humaine et conforme à l'environnement. Aujourd'hui encore, on peut très bien vivre dans des maisons anciennes et dans les vieilles villes. Beaucoup d'entre nous préfèrent ce genre d'habitat à une maison moderne. Pourquoi ? Quel est le sens profond de cette attitude ? Est-ce seulement explicable par un certain romantisme ?

Au Moyen-Âge, par exemple, un équilibre profond régnait entre la personne individuelle et la communauté. Parallèlement, dans l'image de la ville, la maison s'exprimait lisiblement de manière individuelle, mais s'intégrait respectueusement dans une grande forme acceptée et voulue par tous. Les bâtiments étaient de même échelle, de même style. Leurs formes de toits, leurs matériaux, leurs couleurs étaient apparentés les uns aux autres. Et tout cela

n'était à coup sûr pas le produit du hasard! Cet équilibre est aujourd'hui détruit. L'égoïsme de chacun s'exprime partout de manière presque insupportable: chaque maître d'ouvrage, chaque architecte ne pense qu'à sa tâche momentanée et ponctuelle, choisit les formes, la hauteur, le genre de toit, l'échelle, les matériaux et les couleurs du bâtiment projeté sans souci aucun de l'environnement, sans modestie. Il n'y a plus de style de construction, les espaces ne sont que ce qui reste d'air entre des volumes placés de manière arbitraire – les Anglais viennent pour cela d'inventer un néologisme: «SLOAP», Spaces Left Over After Planning. La séparation des fonctions vitales (travailler, habiter, etc...), permise par la motorisation, n'a fait qu'accentuer encore l'inhumanité des villes actuelles.

Mais la ville médiévale est-elle encore pour nous un modèle valable et suffisant? Il est bien clair qu'il serait absurde de vouloir la copier telle quelle. Ce n'est d'ailleurs pas de cela qu'il s'agit. Mais nous pouvons, nous devons redécouvrir, revitaliser la vieille idée de la grande forme, sévère et générale, dans laquelle chacun viendrait s'intégrer de manière respectueuse. Nous devons nous demander, si, en renonçant si totalement – ou presque – à la construction en ordre contigu, en oubliant le jeu harmonieux des volumes et des espaces, en renonçant aux règles de l'unité des matériaux, des formes et de l'échelle, on n'a pas perdu en chemin l'essentiel: l'âme même de nos villes.

Certaines règles doivent être acceptées, les instruments doivent être accordés les uns aux autres. Quels moyens pouvons-nous aujourd'hui employer pour que l'architecture redienne valable, pour que la construction ne cause plus de dégâts à l'environnement?

Les cantons et les communes, entre le plan de zones de l'aménageur d'une part et le projet de construction de l'architecte d'autre part, doivent introduire un maillon supplémentaire, un plan des formes et des espaces avec règlement spécial.

Le plan des formes doit fournir toutes les indications nécessaires concernant la grandeur et la hauteur des bâtiments, la forme générale des volumes et des espaces, les matériaux et les couleurs, le genre et la forme des toits, les rythmes et l'échelle des façades. Il devrait être assez précis pour empêcher les erreurs grossières, mais assez ouvert pour ne pas rendre une bonne architecture impossible. De tels plans des formes devraient être établis pour tous les quartiers, les grands projets, les rénovations, les villages par des architectes qualifiés en collaboration avec des aménageurs, des groupes d'études interdisciplinaires et des représentants des habitants futurs. Je suis conscient du fait que l'architecte, pour cela, devra abandonner une certaine part de sa liberté actuelle. Il ne pourra plus réaliser tout ce qui lui passe par la tête. Faut-il d'ailleurs le regretter? Paul Valéry n'a-t-il pas, dans «Eupalinos», écrit quelques très belles pages au sujet de «la danse avec des chaînes»? Peut-être est-on plus libre, si l'on bâtit dans un cadre que l'on a accepté. Beaucoup d'architectes sont aujourd'hui prêts à renoncer à la liberté de création totale.

L'art. 76 prévoit, afin que les plans des formes et des espaces soient respectés, que

- 1 «Les cantons créent des organismes régionaux ou cantonaux composés de spécialistes, pour l'examen des plans des volumes et des espaces et pour collaborer, lors de la promulgation des prescriptions complémentaires en matière de police des constructions».
- 2 «Les autorités désignées pour l'octroi du permis de construire devront consulter cet organisme spécialisé pour des ensembles construits ainsi que pour des installations et constructions publiques ou privées d'une certaine importance dans le cadre de la procédure du permis de construire. Le droit cantonal peut prévoir la consultation de cet organisme pour d'autres équipements ou constructions.

L'organisme spécialisé dispose du droit d'opposition et de recours.»

Il faut que les maîtres d'ouvrage et les architectes sachent que leurs projets seront repoussés s'ils ne possèdent pas les qualités requises. Les architectes devront se donner plus de peine, les maîtres d'œuvre choisiront plus qu'avant des architectes de qualité. Ce genre de surveillance n'est d'ailleurs pas nouveau, il est appliqué sous une forme simplifiée depuis de longues années dans presque toutes nos vieilles villes. Pourquoi tant de soucis pour nos vieilles villes et si peu pour nos quartiers nouveaux? Ce projet, est-ce un rêve utopique? Je crois que nous n'avons rien à perdre et tout à gagner. Je crois que l'unité vivante de nos villes n'est pas possible par un autre moyen et à moindre prix. ■

Der Bundesgesetzentwurf über den Umweltschutz

Präsentiert und kommentiert von Alain G. Tschumi

In dem Gespräch mit Diego Peverelli habe ich von der Weise, in der die Expertenkommission ernannt wurde, gesprochen, von ihrer Arbeit, die das ganze Jahr 1973 dauerte, von den aufgetretenen Schwierigkeiten des gerade beginnenden Vernehmlassungsverfahrens. Nun muss aber der Inhalt des Gesetzes selbst besprochen werden. Sein Ziel ist in Artikel 1 definiert:

«Das Gesetz bezweckt, den Menschen im Landschafts- und Siedlungsraum sowie seine natürliche Umwelt, vor allem Wasser, Luft und Boden, sowie die Lebensgemeinschaften von Pflanzen und Tieren und deren Lebensbedingungen vor schädlichen und lästigen Einwirkungen zu schützen.»

Dieser Text gab zu zahlreichen Diskussionen Anlass und stellte in der Expertenkommission diejenigen, welche das Gesetz auf einen Schutz des Menschen gegen Emissionen, Immissionen und Lärm reduzieren wollten, denjenigen gegenüber, welche dem Wort Umwelt seinen weitesten Sinn geben wollten. Die Worte: «...den Menschen im Landschafts- und Siedlungsraum...» wurden auf unsere Veranlassung hinzugefügt.

Im ersten Kapitel (Titel 1–5) sind alle allgemeinen, für die folgenden besonderen Kapitel gültigen Artikel konzentriert. Das zweite Kapitel behandelt:

- unter Titel 6 die Reinhaltung der Luft,
 - unter Titel 7 den Schutz vor Lärm und Erschütterungen,
 - unter Titel 8 den Schutz von Boden und weiteren Lebensgrundlagen,
 - unter Titel 9 die Abfallbewirtschaftung,
 - unter Titel 10 den baulichen Umweltschutz.
- Das dritte Kapitel behandelt unter Titel 11

und 12 die Organisation und den Vollzug des Gesetzes.

Das vierte Kapitel behandelt unter Titel 13–15 die Begutachtung und den Rechtsschutz, die Strafbestimmungen, die Übergangs- und Schlussbestimmungen. Es ist klar, dass uns der 10. Titel hier am meisten interessiert: «Der bauliche Umweltschutz.»

Dieses Kapitel war heiss umstritten. Die Gegner waren unter denjenigen, die – aus Überzeugung den Zielen des BSA entgegenstanden und es vorzogen, dass kein staatlicher Eingriff das «freie» Spiel des Bauens in der Schweiz störe;

– aus Prinzip den Ideen des BSA ergeben, jedoch der Überzeugung waren, dass das Umweltschutzgesetz konstitutionell unvereinbar war mit der Einfügung eines solchen die gebaute Umwelt behandelnden Kapitels, wo man sich vielmehr ihrer Ansicht nach nur um die natürliche Umwelt kümmern sollte. Sie befürchteten ebenfalls, dass dieses Kapitel eine Art verstecktes Bundesrecht des Bauens darstelle, was konstitutionell unvereinbar mit der Tatsache ist, dass das Bauwesen in der Schweiz allein den Kantonen und den Kommunen untersteht.

Die Befürworter des Kapitels 10 dachten mit Recht, dass das Umweltschutzgesetz darauf hinzielt, den Menschen in seinem echten Lebensraum zu schützen, d.h. dort, wo er lebt, im Raum der Landschaft und der Siedlung. Das Gesetz schützt weder die Landschaft selber noch die gebaute Umwelt, sondern den Menschen gegen Schädigungen, seien sie physisch oder psychisch, welche ihm in seinem Lebensraum durch eine gebaute Umwelt schlechter Qualität zugefügt werden. Artikel 74 behandelt die materiellen Grundsätze:

- 1 «Der Bund ist befugt, über die Gestaltung von Siedlungsgebieten sowie über das Einordnen von Anlagen und Bauten in die bauliche und landschaftliche Umgebung materielle Grundsätze zu erlassen, um nachteilige physische oder psychische Einwirkungen auf den Menschen zu vermeiden.»
- 2 «Der Bund erteilt Forschungsaufträge zur Beschaffung der Grundlagen, die für den Erlass dieser materiellen Grundsätze notwendig sind.»
- 3 «Die Kantone erlassen die erforderlichen Ausführungsbestimmungen.»

Wir wissen so wenig von den Beziehungen zwischen Mensch und Gemeinschaft einerseits, zwischen Haus, Quartier und Stadt andererseits. Warum fühlen wir uns hier wohl und dort nicht? Handelt es sich um ein rein ästhetisches Problem? Oder um eine sozio-ökonomische Frage?

Oder aber: Sind hohe Häuser mehr verantwortlich für die Zerstörung der Umwelt als flache? Wenn ja: Warum? Weil sie hoch sind? Weil sie schlecht situiert sind? Weil sie schlecht konzipiert sind?

Es gibt so viele ungelöste Fragen, deren Grundlagen selber noch nicht existieren. Ist es nicht Zeit für unsere technischen Hochschulen, sich mit diesen Problemen zu befassen und zu versuchen, die materiellen Grundlagen zu formulieren, die uns heute fehlen? Wie viele Millionen geben wir für Forschung mit rein materiellen, technischen oder kommerziellen Zielen aus, was investieren wir an Energie in Organisations- und Rationalisationsbemühungen? Wir sind in der Lage, zum Mond hin- und zurückzufliegen, wir können aber noch keine gebaute Umwelt, angemessen und eines lebenswerten Menschenlebens würdig, herstellen. Es ist klar, dass wir nie sichere und unfehlbare Rezepte herstellen werden und dass man nie das wissenschaftliche Mittel finden wird, plötzlich eine gute Architektur zu entwerfen. Man könnte aber bestimmt mehr über dieses Thema wissen, und ich erlaube mir, allen Pessimisten das Beispiel der immensen Entdeckungen durch Freud und Jung im Bereich des Unbewussten vorzuhalten, Entdeckungen, die zuvor von allen als unmöglich und als Illusion oder Phantasterei betrachtet worden waren. Vielleicht werden diese Forschungen den Architekten und Planern auch jenen Mut einflössen, der ihnen bis heute gefehlt hat, sich verantwortlicher als alle anderen für ihre Arbeit zu fühlen. Artikel 75 behandelt die Pflichten der Kantone. Sie sollen darauf achten:

- 1 «Die zuständigen kantonalen Behörden sind dafür besorgt, dass bei der Gestaltung von Siedlungsgebieten sowie beim Einordnen von Anlagen und Bauten in die bauliche und landschaftliche Umgebung das Wohlbefinden des Menschen nicht beeinträchtigt wird und sonstige Einwirkungen im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes vermieden werden.»
- 2 «Die zuständigen kantonalen Behörden haben Gestaltungspläne und ergänzende baurechtliche Vorschriften aufzustellen. In den Gestaltungsplänen sind die Beziehungen zwischen den geplanten und den bestehenden Anlagen und

Bauten einerseits sowie zwischen diesen und der Landschaft andererseits so darzustellen, dass allfällige nachteilige Auswirkungen auf den Menschen rechtzeitig erkannt werden können.»

- 3 «Beeinträchtigen bereits bestehende Anlagen oder Überbauungen das Wohlbefinden des Menschen in schwerwiegender Weise oder erschweren sie sein Zusammenleben in der Gemeinschaft in unzumutbarer Weise, stellen die zuständigen kantonalen Behörden nach Massgabe der Dringlichkeit Sanierungspläne auf.»

Dieser Artikel versucht, eine praktische Massnahme vorzuschreiben, so dass die später bewohnten Zonen nicht mehr chaotisch oder monoton, sondern lebenswürdig werden. Wie soll man das erreichen? Wenn wir zurückschauen, stellen wir fest, dass jede Epoche bis 1900 menschliches und der Umwelt angemessenes Bauen erreicht hat. Heute noch kann man sehr gut in alten Häusern und Altstädten leben. Viele von uns ziehen diese Art des Habitats einem modernen Haus vor. Warum? Was ist der tiefe Sinn dieses Verhaltens? Ist es nur durch eine gewisse Romantik erklärbar?

Im Mittelalter z.B. herrschte ein tiefes Gleichgewicht zwischen Individuum und Gemeinschaft. Parallel dazu, im Stadtbild, drückte sich das Haus auf individuelle Weise deutlich aus, fügte sich jedoch respektvoll in eine grosse, von allen akzeptierte und gewollte Form. Die Gebäude hatten denselben Massstab, denselben Stil. Ihre Dachformen, ihre Materialien, ihre Farben waren einander verwandt. Und es handelte sich bestimmt nicht um Zufall! Dieses Gleichgewicht ist heute zerstört. Der Egoismus eines jeden drückt sich überall in fast unerträglicher Weise aus: jeder Bauherr, jeder Architekt denkt ausschliesslich an seinen momentanen und begrenzten Auftrag, wählt die Formen, die Höhe, die Form des Daches, den Massstab, die Materialien und die Farben des geplanten Gebäudes, ohne auf die Umwelt Rücksicht zu nehmen, ohne Bescheidenheit. Es gibt keinen Baustil mehr, die Räume sind nur, was an Luft zwischen willkürlich gesetzten Volumen bleibt – die Engländer haben dafür ein neues Wort erfunden: «Sloop», Spaces left over after planning. Die Trennung der Lebensfunktionen (Arbeiten, Wohnen usw.), durch die Motorisierung ermöglicht, hat nur die Unwirtlichkeit der heutigen Städte verstärkt.

Aber ist die mittelalterliche Stadt für uns noch ein gültiges und ausreichendes Beispiel? Es ist ganz klar, dass es absurd wäre, sie so, wie sie dasteht, kopieren zu wollen. Darum handelt es sich ja auch gar nicht. Aber wir können, wir müssen den alten Gedanken der grossen, strengen und allgemeinen Form, in die ein jeder sich respektvoll einfügen würde, wiederentdecken, wiederbeleben. Wir müssen uns fragen, ob wir nicht durch so totales – oder beinahe totales – Aufgeben der Reihenbauweise, durch Vergessen des harmonischen Zusammenspiels der Volumen und Räume, durch Hingeben der Regeln der Einheit des Materials, der Formen, des Massstabs, unterwegs das Wesentlichste verloren haben: die eigentliche Seele unserer Städte.

Gewisse Regeln müssen akzeptiert, die Mittel aufeinander abgestimmt werden. Welche Mass-

nahmen können wir heute treffen, um die Architektur wiederzugewinnen, damit das Bauen nicht mehr die Umwelt zerstört?

Kantone und Gemeinden, zwischen dem Zonenplan des Planers einerseits, dem Bauprojekt des Architekten andererseits, müssen ein zusätzliches Kettenglied einführen, einen Gestaltungsplan mit Sonderreglement.

Der Gestaltungsplan muss alle notwendigen Angaben über Höhe und Grösse der Gebäude liefern, die allgemeine Form der Volumen und Räume, die Materialien und die Farben. Er müsste präzise genug sein, grobe Fehler unmöglich zu machen, jedoch offen genug, damit eine gute Architektur nicht verhindert wird. Solche Gestaltungspläne müssten für alle Quartiere, grossen Projekte, Renovierungen und Dörfer hergestellt werden, von qualifizierten Architekten in Zusammenarbeit mit Planern, interdisziplinären Studiengruppen und Vertretern der künftigen Bewohner. Ich bin mir der Tatsache bewusst, dass der Architekt dafür einen Teil seiner heutigen Freiheit aufgeben muss. Soll man es aber bedauern? Hat Paul Valéry nicht in «Eupalinos» einige schöne Seiten über «den Tanz mit Ketten» geschrieben? Vielleicht ist man freier, wenn man in einem akzeptierten Rahmen baut. Viele Architekten sind heute bereit, auf die totale Schöpfungsfreiheit zu verzichten. Artikel 76 sieht vor, damit die Gestaltungspläne befolgt werden:

- 1 «Die Kantone schaffen regionale oder kantonale Stellen aus Fachleuten zur Begutachtung der Gestaltungspläne und zur Mitwirkung beim Erlass der ergänzenden baurechtlichen Vorschriften.»
- 2 «Bei Gesamtüberbauungen sowie bei grossen öffentlichen und privaten Anlagen und Bauten hat die Bewilligungsbehörde im Rahmen des Baubewilligungsverfahrens die Fachstelle zur Stellungnahme einzuladen. Das kantonale Recht kann für weitere Anlagen und Bauten den Beizug der Fachstellen vorsehen.»
- 3 «Der Fachstelle steht ein Einsprache- und Beschwerderecht zu.»

Bauherren und Architekten müssen sich im klaren darüber sein, dass ihre Entwürfe abgelehnt werden, wenn sie nicht die notwendigen Qualitäten aufweisen werden. Die Architekten werden sich mehr Mühe geben müssen, die Bauherren mehr denn je gute Architekten wählen. Diese Art der Überwachung ist übrigens nicht neu, sie wird bereits seit einigen Jahren in vereinfachter Form für fast alle unsere Altstädte angewendet. Warum sich derart um unsere Altstädte sorgen und so wenig um unsere neuen Quartiere?

Ist dieses Konzept eine Utopie? Ich glaube, wir haben nichts zu verlieren und alles zu gewinnen. Ich glaube, die lebendige Einheit unserer Städte ist nicht anders möglich und nicht zu einem geringeren Preis. ■

Übersetzung aus dem Französischen:
Bernd Stephanus